

La lettre d'information du PEN Club français

N° 28 – Mai 2020



L'un des Centres du PEN International

Organisation mondiale d'Écrivains accréditée auprès de l'UNESCO

Sommaire

Éditorial – par David Ferré – <i>L'adresse et le clown</i>	p. 2
À LA UNE – PEN International – Communiqués	p. 5
COVID 19	p. 11
Trois poèmes de Muriel AUGRY	p. 11
Communiqué international	p. 13
Actualité du PEN Club français	p. 17
Actualité du PEN International	p. 20
Les membres du PEN Français publient	p. 41
PEN Club français a besoin de vous	p. 43

99, rue Olivier de Serres – 75015 PARIS
Courriel : français.penclub@neuf.fr – Site : <http://www.penclub.fr/>

ÉDITORIAL



*par David Ferré **

L'adresse et le clown

Jadis, mon défunt grand-père avait pour habitude, lorsqu'un homme se rendait au château pour y acquérir les caisses d'un divin breuvage, de rentrer à la maison fort tardivement alors que nous l'attendions patiemment, et de s'exclamer : « mais c'était quoi ce clown ! » Et sa défunte épouse, notre grand-mère, le reprenait, souriante, avec douceur mais fermeté : « Tu veux-dire, qui était-ce ? Je te l'ai dit moult fois, c'est une personne, il ne peut pas être une chose. » Et trois petits-enfants de cette scène partaient d'un éclat de rire joyeux, frappant dans leurs petites mains comme si la vie pouvait à nouveau reprendre le dessus. Le dessus sur quoi ? En l'occurrence sur l'absence prolongée du grand-père qui mettait toujours un temps invraisemblable à revenir après avoir fait visiter ces chais qu'il ne distinguait pas de sa maison familiale.

Il me semble que ce qui provoquait l'éclat de rire des trois moufflets que nous étions mon frère, ma sœur et moi, était de nature plus esthétique que psychologique. En effet, la réprimande de notre grand-mère, qui s'apparentait à une réplique dramatique d'une grande complexité, brillait pourtant par sa simplicité. Or voilà, notre rire provoquait une brisure : la fin d'une illusion, la fin d'un tableau peignant une situation irréaliste construite par l'illusion que créait l'attente, l'incertitude du retour, l'anxiété du vide, la perte d'une assise, la peur de la solitude, l'angoisse de la mort. Or ce qui brisait cette illusion n'était pas autant l'information que colportait la réplique de grand-mère que le fait d'être adressée. Adresse au grand-père, et par la même au clown, en qui elle nous voyait reflétés dans une forme prismatique. Ce qui signifiait : « vous êtes une personne. Votre existence renvoie à la nôtre, petite tablée de vies minuscules. »

Le clown, le plus beau comédien du monde qui avec peu de mots et quelques mouvements dans le vide du plateau (la scène du clown est celle d'un funambule) nous fait douter de la clownerie elle-même, et déclenche en nous ce rire cathartique si nécessaire et irréductible à notre condition. Il n'existe aucune figure plus littéraire, plus belle et plus monstrueuse à la fois, car il *monstare*, il désigne pour nous et devant nous ce que nous ne pouvons voir seuls. Il nous adresse ce qu'il voit et cela nous est aussi réel qu'intangible. C'est parce que nos regards s'adressent à lui que nous tenons tous ensemble, debout. Et qu'alors nous devenons clowns nous-mêmes.

L'adresse, venons-y. Centrale au théâtre, elle l'est tout autant en littérature. On observe l'adresse interne, au-dedans de la fiction, entre les personnages. Au contraire, l'adresse externe consiste dans le fait qu'un personnage s'adresse au public, lecteurs ou spectateurs, dans un aparté sous forme de dialogue ou de monologue. Cette adresse au public a un sens particulier, celui d'une rupture délibérée de la fiction, et elle se retrouve dans des formes plus anciennes comme la farce. En revanche, dans le théâtre épique, elle produit une distanciation. Mais revenons à cette tablée de trois jeunes enfants et leur grands-parents au siècle passé, pour signaler que le propos qu'adresse la grand-mère au grand-père (qui constitue à ce moment-ci le public face à la scène familiale) a pour objet de rompre la fiction créée par un certain flou, et par la même de retrouver provisoirement une sorte de paix, de stabilité. Et que le dîner puisse se tenir, au mieux. Avant d'aller se reposer. Tenir debout, dans le sommeil aussi.

Depuis longtemps, ce ne sont plus seulement les personnages qui s'adressent des répliques pour construire le drame, l'action, la parole agissante de la littérature, mais le théâtre et la littérature qui s'adressent au monde. C'est égal, ce qui importe, ce n'est pas la clownerie en soi. C'est son adresse. Une littérature non adressée perdrait toute sa motricité, toute sa capacité à structurer politiquement le monde.

Par là-même et pour conclure, il me semble que les missions et les activités du P.E.N club, français et international, vont devoir dorénavant s'adresser avec précision au monde qui vient d'apparaître sous nos regards atterrés. C'est vital, car pour que ces vies minuscules qui sont les nôtres acquièrent motricité, liberté, il ne faut pas seulement que les mots de la littérature redonnent à sentir leur scintillement, leurs couleurs et leurs sonorités, il faut aussi qu'ils soient adressés très concrètement pour construire la vie des femmes et des hommes de ce siècle.

David Ferré

* Avant de devenir éditeur (*Actualités Éditions*), David Ferré est metteur en scène diplômé par la RESAD, le Conservatoire national Supérieur d'art Dramatique de Madrid (1998). Aujourd'hui, il se consacre à la traduction de l'espagnol spécialisée dans la dramaturgie contemporaine hispanophone et enseigne aux arts-Décoratifs de Paris et à Telecom Paris. Il fait partie du comité exécutif du P.E.N club français, où il est responsable du Comité International pour la diversité linguistique et la traduction. En outre, il coordonne le Comité hispanique du réseau Eurodram dont il est vice-président.





Turquie : 24 organisations demandent aux autorités de libérer ceux qui sont détenus et en danger en raison de la pandémie de COVID-19

Vendredi 17 avril 2020 – 13 h 00

Aux premières heures du mardi 14 avril, le parlement turc a adopté une loi qui va permettre de libérer jusqu'à 90 000 prisonniers. Cependant, ce texte exclut des dizaines de journalistes, de défenseurs des droits de l'Homme, d'hommes politiques, de juristes et tous ceux détenus arbitrairement attendant leur procès ou purgeant des peines prononcées lors de jugements inéquitables fondés sur les lois antiterroristes de la Turquie dont le champ d'application très large permet une incarcération pour l'exercice de la liberté d'expression.

Si nous nous réjouissons de toute mesure prise pour diminuer la surpopulation carcérale en Turquie, les nouvelles dispositions excluent, de façon injustifiable, des dizaines de milliers de personnes emprisonnées pour avoir exercé pacifiquement leurs droits. ARTICLE 19, Punto 24 et les 22 organisations signataires demandent aux autorités turques de prendre des mesures immédiates afin de remplir leurs obligations relatives aux droits de l'Homme en libérant tous ceux détenus arbitrairement pour avoir exercé leur droit à la liberté d'expression et ainsi de réduire la menace due à la pandémie de Covid-19.

La loi, qui fait partie de la stratégie du gouvernement de réforme judiciaire annoncée en 2019, a été adoptée en urgence en raison de la pandémie de Covid-19 et de la nécessité de diminuer la surpopulation carcérale en Turquie. La nouvelle loi est entrée en application alors que le ministre de la Justice turc annonçait la mort des suites du Covid-19 de trois prisonniers, le 13 avril. La nouvelle loi ne s'applique pas aux individus en détention provisoire et exclut également toute personne reconnue coupable de crimes en lien avec le terrorisme, d'espionnage ou de crimes contre les services de renseignements – lois qui sont

fréquemment utilisées pour engager des poursuites judiciaires contre des journalistes, des défenseurs des droits de l'Homme et autres. Ce qui signifie que plusieurs milliers de personnes dont l'unique crime est l'exercice de leur droit à la liberté d'expression sont effectivement privées de libération et ont un risque accru de contracter la maladie en prison.

Parmi elles, se trouve Ahmet Altan, 70 ans, qui attend son procès en appel après avoir été condamné à 10 ans et 6 mois de prison pour « aide à une organisation terroriste sans en être membre », sur la base de l'expression de ses opinions politiques, son précédent rôle en tant que rédacteur en chef du quotidien *Taraf* ainsi que de prétendus contacts. De même, l'homme d'affaires Osman Kavala qui est en détention provisoire depuis plus de deux ans et demi, actuellement poursuivi « d'espionnage » et l'homme politique kurde Selahattin Demirtas, incarcéré depuis novembre 2016 et dont la remise en liberté a été constamment bloquée malgré une décision de la Cour européenne de justice l'ordonnant. Les journalistes Barış Terkoğlu, Barış Pehlivan, Hülya Kılınç, Murat Ağirel, Ferhat Çelik et Aydın Keser ont été mis en détention provisoire au mois de mars dernier, inculpés sur le fondement de la loi sur l'Agence nationale de renseignements, en relation avec leurs reportages sur la mort d'un officier des renseignements en Lybie.

La Turquie est sous le contrôle à la fois du Sous-comité des Nations Unies pour la prévention de la torture et du Comité européen pour la prévention de la torture qui ont respectivement appelé à « réduire la population des prisons et autres centres de détention partout où c'est possible » et dit que les efforts concertés de toutes les autorités concernées pour recourir à des solutions alternatives à la privation de liberté « sont impératifs, en particulier en situation de surpopulation. »

En outre, nous exhortons les autorités turques à suivre l'avis de l'Organisation mondiale de la Santé qui recommande vivement aux Etats de prendre sérieusement en considération les mesures sans incarcération à toutes les étapes de la justice criminelle, y compris avant le procès, lors du procès et au moment de la condamnation ainsi que les étapes suivant la condamnation. L'OMS demande également fermement que la liberté conditionnelle soit privilégiée, en particulier pour les personnes plus âgées, les personnes malades et les personnes (y compris les femmes enceintes) à risques par rapport au Covid-19. L'OMS a clairement indiqué qu'en l'absence de mesures urgentes dans les prisons pour réduire la diffusion du virus, les efforts réalisés pour contrôler la circulation du virus dans la population échoueront vraisemblablement.

Les juridictions turques justifient fréquemment la détention provisoire par le risque de fuite à l'étranger ou de falsification des preuves. Compte tenu de la fermeture actuelle des frontières en raison de la pandémie, il est difficile de voir comment peut être justifiée la détention provisoire d'individus pendant de longues périodes étant donné le caractère extrêmement risqué de la situation actuelle.

Afin de protéger les droits de l'Homme des prisonniers, y compris leur droit à la vie et à la santé, et afin de protéger la population au sens large, les autorités turques doivent maintenant prendre des mesures immédiates pour libérer ceux qui sont arbitrairement détenus, en détention provisoire ou après condamnation, et ce d'autant plus que beaucoup sont

vulnérables au Covid-19 en raison de leur âge ou de leur état de santé. Nous exhortons les autorités à agir maintenant pour éviter un désastre humanitaire. Ne pas libérer les personnes détenues et incarcérées à la suite de procès inéquitables et sur des accusations fallacieuses, alors que cela permettrait de réduire la diffusion d'un virus létal en prison, montrerait de façon encore plus alarmante le mépris des autorités turques pour les droits de l'Homme.

Traduction de Marie Brajeux-Madelain.

Source : <https://pen-international.org/news/turkey-24-ngos-turkey-release-arbitrarily-detainedrisk-of-covid-19>.



Azerbaïdjan : libération immédiate du journaliste et défenseur des droits de l'Homme Elchin Mammad

RAPID ACTION NETWORK

Mercredi 6 mai 2020

PEN International est très inquiet de l'arrestation et du maintien en détention d'Elchin Mammad, journaliste, avocat et défenseur des droits de l'Homme. Le 30 mars 2020, quelques jours après la publication par Mammad d'un article critique sur la situation des droits de l'Homme en Azerbaïdjan, la police l'a arrêté à son domicile prétendant avoir trouvé des bijoux volés à son bureau. Le lendemain, le tribunal de Soumgaït a placé Mammad en détention provisoire pour 3 mois en tant que suspect. PEN International a la conviction que son arrestation et sa détention sont motivées par des considérations politiques. « Depuis 2015, Mammad a fait l'objet de harcèlement et d'intimidation de la part des autorités pour son travail. PEN International craint qu'il ne soit à nouveau persécuté pour son reportage critique et ses activités relatives aux droits de l'Homme et demande sa libération immédiate et inconditionnelle, » indique Carles Torner, directeur exécutif de PEN International.

AGISSEZ : merci de lancer des appels :

- Exhortant les autorités azerbaïdjanaises à libérer Elchin Mammad immédiatement et sans conditions ;
- Demandant aux autorités azerbaïdjanaises de mettre fin à l'utilisation abusive du système légal pour persécuter les journalistes, les défenseurs des droits de l'Homme et les autres voix dissidentes, et de libérer immédiatement tous ceux qui sont détenus en prison pour avoir exercé leurs droits à la liberté d'opinion et d'expression.

Envoyez vos appels à :

President of Azerbaijan Ilham Aliyev
19 Istiqlaliyyat Street, Baku AZ1066, Azerbaijan

Ou : https://en.president.az/letters/new_form

Envoyez des copies à l'ambassade d'Azerbaïdjan dans votre pays. Les adresses des ambassades peuvent être trouvées ici : <https://embassy.goabroad.com/embassiesof/azerbaijan>.

Merci également d'appeler votre ministre des Affaires étrangères ainsi que les représentants diplomatiques en Azerbaïdjan à évoquer le cas d'Elchin Mammad lors de forums bilatéraux ou multilatéraux.

Merci d'envoyer vos appels immédiatement. Vérifiez avec PEN International en cas d'envoi après le 20 mai 2020.

Merci d'informer PEN International de toute action prise et des réponses éventuelles.

Les membres de PEN sont également encouragés à partager les informations concernant Elchin Mammad et les actions de mobilisation sur les réseaux sociaux.

Contexte

Elchin Mammad est le fondateur et le rédacteur en chef du journal *Yukselish Namine* qui soutient les activités d'acteurs de la société civile en Azerbaïdjan. Ce journal publie des articles sur les droits de l'Homme, la liberté d'expression et de la presse ainsi que sur l'accès des citoyens à l'information, entre autres sujets. Actuellement, ce journal est publié uniquement en ligne. Avant de travailler pour *Yukselish Namine*, Mammad a été rédacteur et correspondant pour d'autres journaux.

En plus de ses activités de journaliste, Mammad est avocat des droits de l'Homme et président de SULESY (Social Union of Legal Education of Sumgait Youth), organisation qui fournit une aide juridique gratuite à des familles à faibles revenus et un soutien juridique à des ONG locales. SULESY organise également des activités de développement des compétences juridiques des acteurs de la société civile.

Depuis 2015, Mammad a fait l'objet de harcèlement et d'intimidation de la part des autorités. Il a à plusieurs reprises fait l'objet d'enquêtes judiciaires ou policières impliquant différentes infractions présumées. Dans ce contexte, Mammad a été interrogé et son domicile et son bureau ont été perquisitionnés à de multiples reprises.

La persécution de Mammad par les autorités azerbaïdjanaises suit un modèle dans lequel les voix critiques sont ciblées avec des arrestations motivées par des considérations politiques sur des accusations fallacieuses, une détention provisoire étendue et des peines privatives de liberté. Les conditions de vie dans les prisons en Azerbaïdjan sont très mauvaises, une situation probablement exacerbée par les mesures prises dans le contexte de la lutte contre la pandémie de Covid-19. Les médias dans le pays font l'objet d'un contrôle gouvernemental strict et la majorité des acteurs indépendants ont été obligés de fermer ou de s'exiler. Ceux qui sont encore en activité font face à des raids de police, des pressions financières et à des poursuites à l'encontre des journalistes ou des rédacteurs sur de fausses accusations.

La répression menée contre les dissidents semble s'être intensifiée récemment, la pandémie de Covid-19 étant utilisée comme excuse pour menacer les voix de l'opposition. Le 19 mars

2020, dans son allocution annuelle à la nation à l'occasion de la fête de Novrouz, le président Aliyev a promis « de nouvelles règles » pour la durée de la pandémie, menaçant de débarrasser le pays des « traîtres » et « d'isoler la cinquième colonne ».

Pour de plus amples détails merci de contacter Laurens Hueting, PEN International, email : laurens.hueting@pen-international.org

COVID-19

par Muriel AUGRY

Nous déclinons le printemps

:

Demain sera lueur

Le printemps n'a plus de visage

Les ombres se sont rétrécies

Furtives elles frôlent l'asphalte Sans
mot

Le temps a décidé de s'arrêter

Sans préavis

Aux quatre coins cardinaux

Solennité de l'inaccoutumé

L'heure est à l'attente

Demain sera lueur

En inconnu

Fier comme un drapeau il essaie d'attraper la lune

Ce printemps

A trois doigts du ciel

Nuit de mer légère et croustillante

A l'enveloppe outremer

Insolente

Au balcon de l'hôtel Capsa l'air est saupoudré de gris

La ville se hausse sur les talons

En bas l'orchestre reste sans mot

L'ouvreuse a déposé son sac sur la rangée sans spectateur

Rideau tiré sur une scène malade

Meubles entassés

Comédien en deuil

La fièvre rôde

Les existences s'enroulent

en inconnu

* Née à Paris, **Muriel AUGRY** est poétesse, essayiste et nouvelliste. Docteur ès lettres de l'Université de Paris Sorbonne, elle a enseigné à l'Université de Turin, puis exercé différentes fonctions dans la diplomatie culturelle en Italie, au Maroc et en Roumanie.

Elle a reçu en 1990, le « Prix Roland de Jouvenel de l'Académie française », pour son essai *Le cosmopolitisme dans les textes courts de Stendhal et Mérimée*. (ed. Slatkine)

Elle est l'auteure d'un recueil de nouvelles *Rien ne va plus* (Ed. l'Harmattan, 2010) et de cinq recueils de poésie : *Les lendemains turquoises* (Ed. Marsam, Rabat, 2012), *Les Écailles du Soir* (Ed. L'Harmattan, 2012), *Éclats de murmures* (Virgule Éditions, Tanger, 2018) *Instantanés d'une rive à l'autre* (Virgule Éditions, Tanger, 2019) qui a reçu, le « Prix Vénus Khoury Ghata de la poésie illustrée », et *Les lignes de l'attente* (Ed. Voix d'Encre, Montélimar, 2020) Elle instaure un dialogue avec des artistes plasticiens et des musiciens de la Méditerranée. Elle est membre de la Société des Gens de lettres et du Pen club français.

Communiqué international

Covid 19 et liberté d'expression

Protect free speech and expression during COVID-19 outbreak

Friday 24 April 2020 – 4:41pm

As COVID-19 spread rapidly around the globe, it has engaged humanity in a fight that has claimed far too many lives against an enemy that appears to indiscriminately target its victims. *'PEN International mourns the loss of life and expresses its solidarity with families, loved ones and friends,'* said Jennifer Clement, President of PEN International. She added that *'While the virus is ruthlessly arbitrary, we are particularly concerned that some groups find themselves more at risk than others, including those who are at the core of our work.'*

PEN International advocates for the release of writers who are detained in violation of their right to freedom of expression. The Coronavirus outbreak has made their freedom more critical than ever, as people deprived of their liberty are likely to be more vulnerable to the disease. In this time of crisis, they are moreover especially at risk of human rights violations, including denial of necessary medical care. PEN International reiterates its call on all Governments to immediately and unconditionally release all writers imprisoned for the legitimate expression of their views.

PEN International also engages in protection work for writers who face forced displacement as a consequence of persecution. For many, the outbreak of the pandemic has exacerbated the precariousness of their situation. Some are without basic needs of shelter and security and are at a heightened risk of contracting the disease or developing serious complications. Others face increased challenges in their host countries: in many places, discrimination, intolerance and hate speech are on the rise, as heightened fear and economic uncertainty have spread in tandem with the virus. Meanwhile, for some exiled writers the absence of the familiar networks of home may become even more acute.

In their response to this crisis, some governments have resorted to measures that undermine and unduly restrict human rights, including the rights to privacy and to freedom of expression, information, association and assembly, beyond what is permissible under international law, in an attempt to instrumentalise the situation to quell dissenting voices and crack down on independent journalism including critical reporting on the authorities' handling of the pandemic. A free press, moreover, has proven key to an effective response to the health crisis, in light of its indispensable role in enabling access to information and

promoting transparency. Accordingly, while acknowledging that the challenges are formidable, PEN International recalls that in accordance with states' international obligations, restrictions on human rights imposed in times of emergency must meet the criteria of legality, necessity and proportionality, must not be arbitrary or discriminatory, and must be time limited and subject to regular review. During this time, PEN International remains committed to working for changes in law and policy that serve to advance the protection and promotion of the rights to freedom of expression and information.

Jennifer Clement said: *'We continue to believe in the power of free speech to inform and transform society. In a time of physical distancing, literature and storytelling can connect us, by giving expression to complex emotions and helping to build a shared understanding.'*



Du côté du PEN Club français



État de la programmation 2020

- **Mercredi 3 juin à 14h30** : Réunion du Comité du PEN Club français (visio-conférence)
- **Samedi 20 juin** : Journée mondiale des réfugiés (communiqué à diffuser ; Giulio Zucchini)
- **20-21 juin** : réunion par visio-conférence du Comité des femmes du PEN International (Linda Maria Baros)
- **17-25 juillet** : Festival Voix Vives de Sète (Jean Le Boël et Sylvestre Clancier)
- **Fin août** : Book Arsenal Festival, Kiev (Emmanuel Pierrat)
- **Mercredi 2 septembre, à 14h30** : Réunion du Comité du PEN français
- **Mercredi 9 septembre** : Soirée sur les poètes méditerranéens
- **22-25 septembre** : Comité des écrivains pour la paix du PEN International à Bled (Emmanuel Pierrat, Antoine Spire, Malick Diarra, David Ferré, Monique Calinon, Antoine Anderson et Sylvestre Clancier)
- **Mercredi 7 octobre, à 14h30** : Réunion du comité du PEN français suivie d'une discussion sur le thème « écrire entre les langues »
- **9-11 octobre** : Salon de la revue (sous réserve)
- **Jedi 15 octobre** : Manifestation autour de l'œuvre en prose de Georges Emmanuel Clancier à 18h à la SCAM (Sylvestre Clancier)
- **21-25 octobre** : Participation du PEN Club au Marché de la Poésie (Linda Maria Baros)
- **2-6 novembre** : 86^e Congrès du PEN International à Uppsala (Emmanuel Pierrat, David Ferré, Malick Diarra et Monique Calinon)
- **Novembre 2020** : Partenariat avec Ent'revues dans le cadre du Festival Visions d'exil au Musée national de l'immigration

- **Dimanche 15 novembre** : Journée mondiale des écrivains persécutés
- **Mardi 17 novembre, à 15 h** : Réunion du Comité du PEN Club français suivie d'un colloque du Comité des écrivains en danger
- **2 - 7 décembre 2020** : Salon du livre et de la presse jeunesse à Montreuil (Antoine Spire et Fulvio Caccia)
- **Première semaine de décembre 2020** : Réunion du Comité des femmes du PEN International et du Comité de traduction et des droits linguistiques à Rangoun (Linda Maria Baros)
- **Mardi 15 décembre, à 15 h** : Réunion du Comité du PEN Club français et Assemblée Générale
- **Jeudi 17 décembre** : Remise du Grand Prix de la Critique (Antoine Spire, Laurence Paton)
- **Janvier 2021** : Réunion intermédiaire du Comité des écrivains pour la paix du PEN International (Bamako)
- **Avril 2021** : Réunion du Comité des écrivains pour la paix à Bled
- **Mai 2021** : Réunion du PEN International à San Miguel de Allen.

Fabienne Leloup : « Être artiste, c'est apprécier l'étrange et reconnaître le singulier »

Joseph Vebret 26/04/2020, lintern@ute.

<http://salon-litteraire.linternaute.com/fr/interviews/content/1950574-interview-fabienneleloupre-artiste-c-est-apprecier-l-etrange-et-reconnaitre-le-singulier>



D'où vous est venue l'idée de votre dernier roman, *Corps fantômes*, qui traite finalement de la mort et de ce qui s'en suit ?

L'idée du roman a germé il y a une dizaine d'années, suite au placement de ma grand-mère maternelle, Henriette dans le roman, dans une maison de retraite à Angers. J'avais été assez choquée de l'« exploitation » des vieux. Le mépris ou l'indifférence vis-vis des anciens me révolte toujours aujourd'hui.

Qui sont Yara et Hermine de la Vallée ?

Yara et Hermine de la Vallée sont des personnages inventés à partir d'éléments réels. La famille « de la Vallée » est une famille aristocratique apparentée à mon

époux. Ce sont deux personnes qui devaient se rencontrer, car Hermine a un don de communication avec les morts à transmettre. Yara est sa fille d'adoption.

Que vient faire Rashid, fondamentaliste, dans cette histoire de « corps fantômes » ?

Rashid est le frère de Yara, l'avvers et le revers de la médaille du destin, si l'on se rappelle cette nouvelle de Borgès dans *L'Aleph*, « Le Zahir » qui nous fait réfléchir sur les fausses dissemblances à l'échelle de l'éternité. Il est perdu dans le monde actuel et n'a pas trouvé de sens à sa vie comme Yara. Je n'ai pas voulu le caricaturer ; pour moi, c'est quelqu'un qui a besoin d'exister et qui n'a pas d'idéal. Rashid et Yara sont des « âmes errantes » à leur manière, simplement Yara est plus courageuse.

En général, quelles sont vos sources d'inspiration ?

Mon inspiration est visuelle et affective. Je pars souvent d'une « image » et d'une émotion. Dans *Corps Fantômes*, l'image des limbes et des catacombes. Être artiste pour moi, c'est apprécier l'étrange et reconnaître le singulier.

Comment construisez-vous vos personnages pour faire en sorte qu'ils soient crédibles et cohérents ?

Je mets beaucoup de temps à écrire ou plutôt à mettre en cohérence des personnages avec une intrigue et une atmosphère. J'aime cette phrase de Francis Bacon : « Le travail de l'artiste, c'est toujours d'approfondir le mystère. »

D'où vous vient cette attirance pour les sociétés secrètes, le paranormal et les mondes inexplicés ? La peur de la mort ou le désir de faire tomber les tabous ?

Cette attirance vient de mon enfance et de mon adolescence. J'ai visité de nombreux châteaux avec mes parents, dont Le Plessis-Bourré, célèbre pour son plafond à caissons alchimiques. Ma sœur s'intéressait beaucoup au paranormal, au point que je m'y suis intéressée tout particulièrement au lycée. Cette passion ne m'a pas quittée ensuite, davantage par désir d'honnêteté intellectuelle que par goût de la provocation. J'ai toujours pensé qu'il ne fallait pas confondre « réel » et « réalité ». Les dernières recherches scientifiques, en particulier celles des astrophysiciens nous montrent que nous sommes vraiment un point entre deux « infinis ».

Êtes-vous une grande lectrice ? Quels sont les livres qui vous ont façonnée, fabriquée ?

Et quels sont ceux qui vous accompagnent aujourd'hui ? Qui trouve-t-on dans votre bibliothèque ?

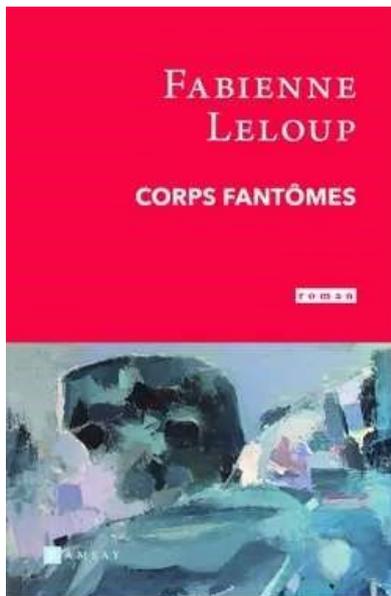
J'ai énormément lu depuis que j'ai appris à lire : les grands classiques de la littérature française, la mythologie, les présocratiques... d'autant que j'ai fait des études littéraires poussées. Parmi les auteur(e)s, j'ai été marquée par Colette et Yourcenar. *L'œuvre au noir* est sans doute un roman culte pour moi.

Aujourd'hui, je lis davantage des livres pour me documenter par rapport à un ouvrage en cours d'écriture. Mes grandes références restent : Borgès et Kafka. Les livres qui m'accompagnent appartiennent à la galaxie de la science-fiction et du fantastique, aux littératures de l'imaginaire : les textes d'Alain Dorémieux, de Jean-Pierre Andrevon, de Céline Maltère, les romans de Brussolo, de Greg Egan, de José Somoza... Les publications des éditions *L'œil du Sphinx* pour le domaine français. Je n'oublie pas non plus les thrillers, mais je reste attachée à Borgès, Kafka et à Murakami, sans doute à cause de leur perception d'une autre dimension, due au « réalisme magique ».

Et à l'œuvre de Gerald Messadié, parce qu'elle révèle un chercheur infatigable, même dans l'inexpliqué.

Vous souvenez-vous de la première phrase que vous avez écrite et du moment où vous avez eu envie de devenir écrivain ? Qu'est-ce qui vous a poussé à écrire ?

Je me souviens de poèmes et d'un titre de manuscrit, *L'Adieu*, en hommage à Apollinaire. C'est la soif de liberté qui m'a poussée à écrire et c'est une recherche métaphysique qui me pousse à continuer.



L'écriture est-elle chez vous une seconde peau ? Êtes-vous constamment en éveil ? Prenez-vous beaucoup de notes ? Vous astreignez-vous à une régularité ?

L'écriture est en effet comme une seconde peau. Je suis portée par les mots et par mon inconscient. J'ai l'impression d'être proche du peintre qui travaille couche après couche sur sa toile. Je suis davantage dans l'obsession que dans la régularité.

Quel est votre rapport à la réalité ?

Perplexe. Quand arriverons-nous à utiliser les ressources de notre cerveau ; quand parviendrons-nous à une Conscience plus large du cosmos ?

Que vous apporte l'écriture ?

L'écriture est le fil rouge dans le labyrinthe de mon existence. C'est ma façon de communiquer, de partager avec l'autre, d'essayer de transmettre des fulgurances plutôt que d'asséner des vérités. Une intention de participer à la vie. C'est également un exercice spirituel : une vie créative est faite d'une multitude de pas, plus ou moins petits... En bref, l'écriture m'apprend l'humilité.

Propos recueillis par Joseph Vebret

PEN INTERNATIONAL

Case list 2019



par Michèle Gautard

Dans le cadre de sa mission de défense de la liberté d'expression des écrivains à travers le monde, Le Pen International répertorie depuis 1961 une liste d'écrivains, journalistes, poètes, dramaturges, ... qui font l'objet de censures et de persécutions de toutes sortes (harcèlements, emprisonnements, tortures, disparitions, assassinats, ...) pour le simple fait d'avoir écrit.

Devenue un rapport annuel, cette liste où chaque cas est détaillé, ne se veut pas exhaustive, mais un « outil » qui, hormis informer, permet d'analyser et de cibler

par zone géographique, l'évolution du contexte international en matière de censures et de répression des écrivains, journalistes, bloggeurs, dessinateurs, ..., défenseurs des droits de l'homme et de la liberté d'expression.

Si l'un des objectifs de cette liste est avant tout d'informer tous les membres des Pen Clubs du monde entier et ses représentants, afin d'aider les pays concernés à mieux identifier les cas connus qui les concernent ; elle permet également de définir les stratégies futures des actions à mener par le Pen International.

Le 3 mai 2020, à l'occasion de la journée mondiale de la liberté de la presse, le Pen International a diffusé la liste de l'année 2019. Elle recense 212 cas. Un nombre en légère augmentation, en comparaison de l'année précédente, au cours de laquelle 205 cas avaient été répertoriés.

L'année 2019 a été marquée par un nombre croissant de mouvements de contestation dans le monde (l'Indonésie, le Hong Kong, l'Inde, l'Équateur, ou la France sont cités dans ce rapport) ; ce rapport fait surtout apparaître l'Asie comme étant la zone géographique qui concentre à elle seule 12% d'augmentation de cas. La Chine en étant la grande responsable avec sa politique de persécution des Ouïghours.

Quant à l'Afrique et le continent américain, ils contribuent, à une moindre échelle, à cette augmentation, et l'Inde fait partie de ces 12% en s'en prenant aux écrivains et poètes qui commentent l'actualité.

Les autres régions où sévissent les régimes autoritaires et qui alimentent cette liste de cas sont, entre autres, l'Afrique du nord, le Moyen-Orient, l'Érythrée et la Turquie.

Ce rapport de plus de 120 pages évoque bien sûr les cas emblématiques internationaux (Saw Wai en Birmanie ; Osman Kavala en Turquie ; Alaa abd El-Fattah en Égypte ; Sedigh Vasmaghi en Iran ; Stella Nyanzi en Uganda ; Shakthika Sathkumara au Sri Lanka ; Lydia Cacho Ribeiro au Mexique ; ou Roberto Saviano en Italie) mais également tous ceux qui ne font pas l'actualité et qui sont emprisonnés ou dont on est sans nouvelles depuis parfois de nombreuses années.

Présidente du Comité pour les écrivains en danger

Defending free expression – PEN publishes 2019 Case List

4 Mai 2020 | [Communiqués PEN International](#), [Publications](#)

This World Press Freedom Day, PEN International publishes its 2019 Case List, documenting **212 cases** of writers facing harassment, arrest, violence and even death.

[Read and download the Case List](#)

For nearly a century, PEN International has monitored and advocated for writers who have suffered repression of their right to write freely, and to comment on the world around them without fear of repercussion.

The Case List is a yearly document of violations against writers: what happened, where, and by whom? It covers writers of fiction and non-fiction, poets, playwrights, song writers, and translators – anyone who works with the written word.

“Writers are gifted with the ability to express their imagination, and it is that idea – that they are in control of what they think – that governments, authorities, religious groups, vigilantes, and others resent.” – Salil Tripathi, Chair, Writers in Prison Committee, PEN International. 2019 was a year of public protests, with many seeing violent clashes between police and demonstrators, and where journalists attempting to report on events were assaulted and attacked.

In 2019, PEN International monitored **212** cases of repression against writers across the globe, a small rise in the previous year’s total of 205. There were slight increases in Africa and the Americas, and a rise of 12 per cent in Asia, partly relating to a crackdown against Muslim Uyghurs in **China**, and increased harassment of writers and poets commenting on events in **India**.

Lengthy terms of imprisonment and pre-trial detention account for the largest number of attacks, with a total of 67 recorded in 2019. Of these the largest cluster are in **China**, including the **Tibet** and Xinjiang Uyghur autonomous regions, where twenty-one writers are in prison, nearly all held under National Security legislation. Among them are at least seven writers who were arrested in the recent crackdown against thousands of Uyghur Muslims in the last year.

The murders of writers often go unpunished. Murder not only extinguishes a critical voice, but also intimidates into silence those who were close to the victim, who shared their views or who dared to delve into the misdemeanors of the powerful. In 2019, PEN focused on the murder of Iraqi novelist, **Alaa Mashtob Abboud**, shot dead in February 2019, and the young journalist and writer, **Lyra McKee**, killed by a masked gunman as she covered riots in **Northern Ireland**.

PEN welcomed the release of 18 writers in 2019 having served prison sentences or periods on trial. In some cases, PEN Centres had campaigned for the release of these writers for several years.

A number of writers benefited from amnesties, including **Rashad Ramazanov**, who had been in prison in Azerbaijan since 2013; **Wa Lone** and **Kyaw Soe Oo** who had been imprisoned in Myanmar under the Official Secrets Act; and **Abdel-Halim Qandil**, who was freed in Egypt while serving a three-year sentence for ‘insult to the judiciary.’

Ukrainian filmmaker **Oleg Sentsov** and journalist **Stanislav Aseyev** were both freed in prisoner swaps, the former having served five years in a Russian labour camp. Writer Ayse Duzkan had served six months under Turkey’s anti-terror law prior to her release. Mauritanian blogger **Mohamed Mkhaitir** was freed after more than five years in prison, having initially faced the death penalty.

Those freed represent around 15 per cent of cases of long-term detention and trial hearings that we monitor; there is still a lot of work to do.

“We, of the PEN community’s Writer in Prison Committee, draw inspiration from these brave women and men. And we will try to be like them and we will send our support and solidarity to them, so that they know they are not alone, because we know we are not alone.” – Salil Tripathi

[Read and download the Case List](#)

For further information, please contact Romana Cacchioli:

romana.cacchioli[at]peninternational.org | Twitter: [@pen_int](#) | Facebook: [www.facebook.com/peninternational](#) | [www.pen-international.org](#)

Note to editors:

PEN International promotes literature and freedom of expression and is governed by the PEN Charter and the principles it embodies: unhampered transmission of thought within each nation and between all nations. Founded in London in 1921, PEN International – PEN’s Secretariat – connects an international community of writers. It is a forum where writers meet freely to discuss their work; it is also a voice speaking out for writers silenced in their own countries. Through Centres in over 100 countries, PEN operates on five continents. PEN International is a non-political organisation which holds Special Consultative Status at the UN and Associate Status at UNESCO. PEN International is a registered charity in England and Wales with registration number 1117088

Once a year the PEN International produces a case list (covering the previous year) of individuals around the world who are detained or otherwise persecuted for their peaceful political activities or for the practice of their profession.



Europe: EU's new rule of law mechanism must help uphold press freedom

Monday 20 April 2020 – 5:37pm

From blueprint to footprint: Safeguarding media freedom and pluralism through the European Rule of Law Mechanism

PEN International and Norsk PEN (PEN Norway) endorse the Joint Recommendations for an ambitious European Rule of Law Mechanism that upholds press freedom and media pluralism. We join 23 civil society and press freedom organisations in making the recommendations contained below to EU leaders. Following is the letter and recommendation report addressed to Vera Jourová, Vice-President of the European Commission for Values and Transparency and Didier Reynders, the European Commissioner for Justice and Didier Reynders, the European Commissioner for Justice.

[Read the recommendations in full.](#)

Dear Vice-President Jourová,

Dear Commissioner Reynders,

The launch of the European Rule of Law Mechanism and a dedicated chapter to media freedom and pluralism in the upcoming Annual Rule of Law Report are key opportunities to address the worrying state of press freedom in the EU.

We, the undersigned organisations, have joined forces and put together the attached recommendations on how to make the European Rule of Law Mechanism strong, timely, inclusive and representative of the challenges faced by journalists and the media sector.

Although we welcome the launch of the stakeholder consultation on 24 March, as well as the prospect of country-visits in each EU Member State, we believe substantial improvements can be brought to the Mechanism and Annual Report process, in order to effectively uphold press freedom and media pluralism and lead to concrete improvements for journalists and the media sector.

At a time when some member states are using the COVID-19 crisis to take emergency measures restricting the ability of the media and journalists to inform citizens, a strong stance from the EU to safeguard the rule of law is more than needed. This is why we urge you to make the most of the potential of the Mechanism and ensure it paves the way for a durable, critical and permanent process, going beyond monitoring and promoting the rule of law across the EU.

We thank you in advance for taking our concerns into consideration, and would welcome the opportunity to discuss these recommendations during a joint (online) meeting.

We look forward to your response, sincerely,

- **ActiveWatch**
- **Association Mondiale des Radiodiffuseurs Communautaires Europe (AMARC Europe)**
- **Archiwum Osiatyńskiego**
- **ARTICLE 19**
- **Budapest Centre for Independent Journalism (CIJ)**
- **Committee to Protect Journalists (CPJ)**
- **Daphne Caruana Galizia Foundation**
- **DW Akademie**
- **European Centre for Press and Media Freedom (ECPMF)**
- **European Federation of Journalists (EFJ)**
- **Free Press Unlimited (FPU)**
- **Gazeta Wyborcza Foundation**
- **Global Forum for Media Development (GFMD)**
- **Hungarian Civil Liberties Union (HCLU)**
- **IFEX**
- **International Press Institute (IPI)**
- **Media Diversity Institute (MDI)**
- **Netherlands Helsinki Committee (NHC)**
- **Norsk PEN**
- **PEN International**
- **Reporters Without Borders (RSF)**
- **South East European Network for Professionalization of Media (SEENPM)**
- **Stichting Democracy & Media**



Autres nouvelles du PEN International

pen
INTERNATIONAL

Honduras:

Nuevo Código Penal exhibe a un estado que criminaliza la libertad de expresión y el acceso a la información

Domingo 3 mayo 2020 – 4:07am



En el día mundial de la libertad de prensa, ARTICLE 19, Oficina para México y Centroamérica, PEN Canadá, PEN Honduras, Asociación por la Democracia y los Derechos Humanos (ASOPODEHU), Reporteros Sin Fronteras y PEN Internacional, expresan su preocupación por la entrada en vigor del nuevo Código Penal el próximo 10 de mayo de 2020, que criminaliza el ejercicio del periodismo, limita el derecho a la información y la libertad de expresión.

El 10 de mayo de 2019 fue publicado el Nuevo Código Penal en el Diario Oficial La Gaceta, el Decreto no. 130-2017[1], que si bien originalmente entraría en vigor en noviembre de 2019, se estableció la *vacatio legis* para el próximo 10 de mayo.

A pesar de las recomendaciones realizadas por la Comisión Interamericana de Derechos Humanos (CIDH)[2], la Oficina del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Derechos Humanos en Honduras (OACNUDH)[3], entre otros organismos, en las que llamaban a actuar de acuerdo con los más altos estándares de derechos humanos, el Congreso Nacional de Honduras no ha implementado los cambios sustantivos en favor del ejercicio de los periodistas y de otros derechos fundamentales como la libertad de expresión y de prensa.

Conforme a los contenidos de este Código, en el Capítulo III del Nuevo Código Penal, sobre Delitos contra el Honor, los artículos 229, 230 y 231, tipifican los delitos de la injuria y calumnia, que restringen la libertad de expresión y de opinión. Las injurias (art. 229), definida en el Código como *la acción o expresión que lesiona la dignidad de otra persona*

menoscabando su fama, podrían ser castigadas con penas que van de doscientos a quinientos días (si fueran con publicidad) y cien (100) a doscientos (200) días de salario mínimo.

Mientras que el delito de calumnia, en el artículo 230, definida como la *falsa atribución de un delito hecho con conocimiento de su falsedad o temerario desprecio a la verdad*, tendrá penas de prisión de seis meses a un año y multa de 200 a mil días. El artículo 232 tipifica el “concepto de publicidad”, es decir, cuando calumnias e injurias “*se efectúan a través de impresos, televisión, radio, internet, redes de información, ante una multitud de personas o a través de otros medios de eficacia semejante*”, las penas por calumnias e injurias con publicidad son las más altas.

Asimismo, de acuerdo con en el artículo 231, las injurias y calumnias que recaen sobre instituciones supervisadas por la Comisión Nacional de Bancos y Seguros o sus funcionarios, las penas de multa y cárcel también recaerán en quien publica, reproduce, repite la injuria o calumnia imputada por otro.

Al respecto, la CIDH ha expresado que las leyes sobre calumnias e injurias no son compatibles con la Convención Americana de Derechos Humanos “porque se prestan al abuso como un medio para silenciar ideas y opiniones, reprimiendo el debate que es crítico”[4]. Asimismo ha señalado que los Estados deben adecuar sus leyes sobre difamación, injurias y calumnias en forma que sólo puedan aplicarse sanciones civiles en el caso de ofensas a funcionarios públicos.

En concreto, respecto a la entrada en vigor del Código Penal de Honduras, la CIDH y la OACNUDH han realizado diversas observaciones respecto a las disposiciones que afectarían el ejercicio efectivo de la libertad de reunión pacífica y asociación, pues se tipifican los delitos de “reuniones y manifestaciones ilícitas”, de “asociación para delinquir”, “perturbación del orden” y de “asociación terrorista” con un alcance tan amplio que podría criminalizar a una serie de conductas que no merecen dichas calificaciones con base en la jurisprudencia internacional y de estándares de derechos humanos.

Esto preocupa a quienes suscriben el presente comunicado, en tanto que el desempeño de las fuerzas de seguridad en contextos de manifestación en Honduras ha tenido saldos negativos en términos de la garantía, protección y respeto del derecho a la protesta social, integridad personal, seguridad jurídica entre otros, de acuerdo a los comunicados de la CIDH y organizaciones de la sociedad civil. Todo esto aundado al clima actual de efervescencia social debido a las medidas tomadas a causa de la emergencia sanitaria, podría generar un ambiente de permisividad de abusos, teniendo como resultado la dispersión violenta de protestas, detenciones arbitrarias, lesionados e incluso víctimas fatales.

Es menester recordar que respecto de las manifestaciones, la Relatoría Especial para la Libertad de Expresión de la Comisión Interamericana de Derechos Humanos ha planteado que cualquier norma penal que pueda afectar el derecho a desarrollar manifestaciones y protestas debe cumplir estrictamente con el principio de legalidad. En tanto que en relación al terrorismo, ha señalado que no debe legislarse de modo que se restrinjan los derechos

humanos y generen un efecto inhibitorio para el ejercicio de los derechos de reunión, asociación, libertad de expresión y derechos políticos.[5]

En ese mismo sentido, el Consejo de Derechos Humanos de las Naciones Unidas ha exhortado a los Estados a promover un entorno seguro para que los individuos y los grupos puedan ejercer sus derechos a la libertad de reunión pacífica, de expresión y de asociación, velando además porque sus leyes y procedimientos nacionales relacionados con estos derechos se ajusten a sus obligaciones y compromisos internacionales en materia de derechos humanos[6].

A consideración de las organizaciones firmantes, la entrada en vigor de este nuevo Código Penal es un claro retroceso para la libertad de expresión en Honduras, contraviniendo las obligaciones de garantía, respeto, protección y promoción de la libertad de expresión y el derecho a la información de la sociedad.

Los delitos mencionados podrían servir como una herramienta para inhibir el ejercicio periodístico, en investigaciones sobre corrupción donde se evidencie a funcionarios públicos, integrantes de las fuerzas de seguridad o actores particulares. Actualmente no son pocos los periodistas que, a la luz de las irregularidades en el gasto público provocado por la pandemia, se encuentran investigando la información disponible y publicarán sus hallazgos. Ellos serían los principales afectados ya que de ser acusados de los delitos antes citados, se enfrentarán al desgaste económico y emocional que los procesos de defensa legal les implicarán.

Ante todo ello, las organizaciones que suscriben este comunicado, llamamos al **Congreso de Honduras** a:

- Despenalizar la calumnia e injuria, y su conversión en una acción de carácter civil de acuerdo a estándares internacionales de derechos humanos.
- Revisar y adecuar a los estándares en derechos humanos de los tipos penales de “reuniones y manifestaciones ilícitas”, de “asociación para delinquir”, “perturbación del orden” y de “asociación terrorista”.
- Retrasar la entrada en vigencia del nuevo Código Penal y proceder a consensuar los diferentes sectores de la sociedad hondureña el contenido de esta Ley en concordancia con los más altos estándares internacionales de protección a la libertad de expresión.

[1] La Gaceta: Diario Oficial de la República de Honduras, 10 de mayo de 2019, Número 34940, Recuperado de <https://www.tsc.gob.hn/web/ley...>

[2] OACNUD, 12 de julio de 2019, “CIDH y OACNUDH expresan preocupación por disposiciones del Código Penal en Honduras” recuperado de: <https://www.facebook.com/ONUDDHH/posts/2471403739767076>

[3] OACNUDH, Análisis y observaciones al nuevo código penal desde una perspectiva de derechos humanos, recuperado de <https://oacnudh.hn/post-timeli...>

[4] CIDH, Legislación y libertad de expresión. Seguimiento de la legislación de los estados miembros, párrafo 6, pág 55. Ver en <http://www.oas.org/es/cidh/exp...>

[5] Relatoría Especial para la Libertad de Expresión de la Comisión Interamericana de Derechos Humanos, septiembre 2019, Protesta y Derechos Humanos, párrafo 366, pag 119 recuperado de <https://www.oas.org/es/cidh/ex...>

[6] Relatoría Especial para la Libertad de Expresión de la Comisión Interamericana de Derechos Humanos, septiembre 2019, Protesta y Derechos Humanos, párrafo 92, pag 39, recuperado de <https://www.oas.org/es/cidh/ex...>



Malaysia

Cease harassment of journalist Tashny

Sukumaran

Tuesday 5 May 2020 – 6:44pm

PEN Malaysia is deeply concerned by the selective targeting of Malaysian journalist Tashny Sukumaran by the authorities for her report in the South China Morning post on 1 May 2020 headlined *Coronavirus: Hundreds arrested as Malaysia cracks down on migrants in COVID19 red zones*.

On 2 May 2020 she received a telephone call from the Royal Malaysian Police summoning her to Malaysian Police Headquarters on Wednesday 6 May 2020. A police report had been filed stating that she was to be investigated under Section 504 of the Penal Code and Section 233 of the Communications and Multimedia Act for her reporting on an immigration raid in downtown Kuala Lumpur. Sukumaran's article stated that women and children as young as four years were being detained, handcuffed and sent to immigration detention centres.

Sukumaran went to the COVID-19 red zone on 1 May 2020 and spoke to policemen, reporters, and workers who were outside the area. She then posted updates to Twitter and filed the story for the South China Morning Post. Other local media also carried the story but no action has been taken against them. The story has since been picked up and carried in the press worldwide. Section 504 of the Penal Code carries a penalty of up to two years imprisonment for an "intentional insult with intent to provoke a breach of the peace." Section 233 of the Communications and Multimedia Act imposes a penalty of up to one year imprisonment for "improper use of network facilities or network service."

Pro tem President of PEN Malaysia, Bernice Chauly, said *"The targeting and harassment of a journalist is a violation of press freedom. We call on the Malaysian police and government to allow journalists to do their jobs without fear of harassment, however controversial the story. Journalists must be able to report truths during this unprecedented crisis and this action is seen as a clear abuse of power from the authorities. PEN Malaysia is very concerned as to the treatment of migrants and refugees during this crisis and we urge the Malaysian authorities to respect human rights in all instances."*

Salil Tripathi, PEN International Writers in Prison Committee Chair urged the Malaysian authorities to drop all investigations and charges against Tashny Sukumaran. He added, *"this comes at a time when politicians and commentators in Malaysia have been using inflammatory rhetoric against immigrant communities, singling them out for the spread of COVID-19, a pandemic that affects everyone and has no single source. Sukumaran has been reporting on the climate of fear and intimidation, and she is being harassed now for performing her duty. The authorities surely have better priorities than attacking messengers around World Press Freedom day."*

PEN International and PEN Malaysia will continue to monitor developments closely.

For further information, please contact: Romana Cacchioli | Deputy Director | romana.cacchioli@pen-international.org

Myanmar

Poet and PEN member facing imprisonment for defaming the military

12 Mar 2020 | [Communiqués PEN International](#), [PEN International](#)

PEN International is deeply concerned by the ongoing prosecution of poet and PEN member, Saw Wai, who stands accused of defaming the military under Section 505(a) of the Penal Code, after speaking at an event in Kaw Thaug township, in the Tanintharyi region of Southwestern Myanmar. If convicted, he could face up to two years in prison. PEN International believes that Saw Wai is being targeted solely for the peaceful exercise of his right to freedom of expression and calls for the charges against him to be dropped.

TAKE ACTION

Please send appeals:

- **Calling on the Myanmar authorities to drop the charges laid against Saw Wai immediately and unconditionally;**
- **Calling for all laws that impose unlawful restrictions on the right to freedom of expression in Myanmar to be repealed or amended in line with international human rights standards;**
- **Urging the immediate ratification of international human rights treaties to which Myanmar is not yet a party, including the International Covenant on Civil and Rights (ICCPR).**

Send appeals to:

President

**U Win Myint
President of the Republic of the Union of Myanmar
President's Office
Naypyitaw, Myanmar**

**Chief Justice of the Union
U Htun Htun Oo
The Supreme Court of the Union
Building 54,
Naypyitaw,
Myanmar
Email: scunion@mptmail.net.mm**

**Minister of Home Affairs
Lt. Gen. Soe Htut
Ministry of Home Affairs Office No. 10, Nay Pyi Taw
Republic of the Union of Myanmar
Fax: +95 67 412439
Email: mohamyanmar@gmail.com**

**Commander-in-Chief of Defense Services
Senior General Min Aung Hlaing
Naypyitaw, Myanmar
Contact: <https://www.seniorgeneralminaugnhlaing.com.mm/en/contact/>**

Chairperson of the Myanmar National Human Rights Commission

**U Hla Myint
No. 27, Pyay Road,
Hlaing Township,
Yangon, Myanmar Email: info@mnhrc.org.mm**

Send copies to the Embassy of Myanmar in your own country. Embassy addresses may be found here: <https://embassy.goabroad.com/embassies-of/myanmar>

Please reach out to your Ministry of Foreign Affairs and diplomatic representatives in Myanmar, calling on them to raise Saw Wai's case in bilateral fora.

Please inform PEN International of any action you take and of any responses you receive.

****** Please contact us if you are considering taking action after 11 April 2020**

****** Publicity**

PEN members are encouraged to:

- Publish articles and opinion pieces in your national or local press highlighting the case of Saw Wai and freedom of expression in Myanmar;
- Share information about Saw Wai and your campaigning activities via social media;

Please keep PEN International informed of your activities.

Solidarity

Solidarity is a key component of our campaign. Please send messages to: Emma WadsworthJones emma.wadsworth-jones@pen-international.org

Please do not use political symbols or send political content.

Background

Saw Win, who uses the pen name Saw Wai, is a renowned Myanmar poet, writer and performance artist, and board member of PEN Myanmar.

On 17 October 2019, a lieutenant colonel in Kaw Thaug township, in the Tanintharyi region of Southwestern Myanmar, filed charges against Saw Wai, along with two other activists – one of whom is already serving a one-year prison term – alleging that they had violated Section 505(a) of the Penal Code, which prohibits the circulation of statements and reports with “intent to cause, or which is likely to cause, any officer, soldier, sailor or airman, in the Army, Navy or Air Force to mutiny or otherwise disregard or fail in his duty.”

The charges came after Saw Wai and his co-accused spoke during a rally in the township. According to PEN Myanmar, Saw Wai advocated in support of the Union of Myanmar

Constitutional Amendment Joint Committee, which was formed in February 2019. Amnesty International has indicated that Saw Wai had recited a poem, asking the audience to chant “reject evil laws.”

According to reports, the Kawthaung Township Court accepted the military's case on 31 October 2019 and court proceedings began on 20 January 2020. A court in Tanintharyi region reportedly issued a warrant for Saw Wai's arrest after he failed to appear in court; he and his co-accused argued that they had not received a summons.

Saw Wai was granted bail on medical grounds at the subsequent hearing held on 3 February. At a hearing on 3 March, the court granted Saw Wai's request to move the location of proceedings to Dawei city, the capital of Tanintharyi region (only 621 kilometres from Yangon) from Kaw Thauung township (almost 1,300 kilometres from Yangon). The court agreed that he would not need to be present at every hearing. If convicted, he could face up to two years in prison.

Saw Wai has long advocated for freedom of expression in Myanmar. In 2008, he was awarded the Oxfam Novib/PEN Award for Freedom of Expression in recognition of his commitment despite the personal risks he faced. At the time of the award, he was serving a two-year prison sentence in connection with a poem critical of the authorities. Entitled, 'February the Fourteenth' and published in the Yangon-based weekly magazine *Love Journal*,

Saw Wai's poem was shaped as a love poem which cryptically criticised the then head of Myanmar's ruling military junta, General Than Shwe. Saw Wai was released in May 2010, almost four months after the expiry of his two-year sentence.

Freedom of expression in Myanmar

Over four years after Aung San Suu Kyi's National League for Democracy (NLD) government took power, little has been seen in terms of progress in instituting political reforms. The Myanmar military, known as the Tatmadaw, still holds considerable political sway despite the judgement of UN Fact-finding missions that they are responsible for grave human rights abuses. According to media reports, the number of attempts made by members of the military to sue individuals deemed to have defamed the military, particularly those supporting amendments to the Constitution, has risen since April 2019.

For more information, please contact Emma Wadsworth-Jones, Asia Programme Coordinator, at PEN International, Koops Mill Mews, Unit A, 162-164 Abbey St, London, SE1 2AN, Tel. + 44 (0) 20 7405 0338, email: emma.wadsworth-jones@pen-international.org



Turkey

PEN calls for an end to the harassment of Nurcan Baysal

30 Avr 2020 | [Communiqués PEN International](#), [Publications](#)

Tuesday 28 April 2020 – 5:55pm

PEN is deeply concerned by the ongoing judicial harassment of award-winning human rights defender and journalist Nurcan Baysal, a former writer-in-residence with English PEN.

Nurcan Baysal stands accused of ‘inciting hatred and enmity among the public’ after two separate investigations were launched against her within three weeks.

On 30 March 2020, Nurcan Baysal was summoned to the police station concerning comments about the Turkish government’s precautions against COVID-19 and their implementation in Kurdish cities.

Less than three weeks later, on 20 April 2020, Nurcan Baysal was again summoned to the police station in Diyarbakir. She went to the police station together with her lawyer where they were told that a new investigation had been opened regarding two messages she had posted on her Twitter account. The first message, tweeted more than two years earlier in February 2018 and pinned to her Twitter profile, reads:

*We started rebuilding our demolished house
in Sur Come on, shake off pessimism and
despair!
Send a card to the ones in prison, show solidarity with their families left behind,
Sur, Cizre, Şırnak... be with the ones whose houses are destroyed*

Look at the sky, the stars are still there.

The second tweet, from October 2019 was in response to a post regarding the Turkish military offensive in Syria.

In addition to this ongoing judicial harassment, Nurcan Baysal and her family have also been subject to other forms of intimidation. Most recently, in October 2019, while Baysal was in the United Kingdom for her residency with English PEN, her home was raided in the early hours of the morning by armed police, leaving her two sons terrified.

We urge the Turkish authorities to put an end to the ongoing harassment of Nurcan Baysal and to ensure that she and other writers and human rights defenders are able to express themselves freely without the constant threat of investigations and imprisonment.

Background

Nurcan Baysal is the author of four books: *O Gün* (That Day), exploring rural development in Kavar; *Kürdistan'da Sivil Toplum* (Civil Society in Kurdistan), an overview of the situation of the Kurdish community in Turkish Kurdistan co-authored by Şeyhmus Diken; *Ezidiler: 73. Ferman* (Ezidis: 73rd Verdict), based on extensive interviews with Yazidis who had fled ISIS; and *O Sesler* (Those Voices), a detailed account of the curfews in her hometown of Diyarbakir. The latter is available in English translation from the publisher [here](#). Nurcan has written for media outlets including [openDemocracy](#) and [T24](#) as well as for [her own blog](#). She is currently a columnist for *Ahvalnews*.

For many years, Nurcan has worked for the rights of the Kurdish population and in rural development. She is one of the founders of the Platform to Save Women Kidnapped by ISIS and Diyarbakir Political and Social Research Institute (DISA), a member of English PEN and PEN Turkey, and an advisor to a number of non-profit organisations.

Like many other writers and activists in Turkey, Nurcan has been frequently targeted by the authorities in retaliation for her human rights work and writing. She has been detained on two occasions – in 2018 and 2019 – and subjected to raids on the home she shares with her two young sons.

In 2017, Nurcan Baysal was awarded the 'Brave Women Journalists Award' presented by the Italian Women Journalists Association and in 2018, she was named Global Laureate for Human Rights Defenders at Risk by our colleagues at Front Line Defenders. You can see a video of Nurcan addressing the 2019 Geneva Summit for Human Rights and Democracy [here](#).

Uganda

Drop COVID-19-related charges and release Kakwenza Rukirabashaija

Monday 4 May 2020 – 10:25am

PEN International is seriously concerned about the detention and welfare of writer and journalist Kakwenza Rukirabashaija, who is held under charges related to COVID-19 which appear to violate his legitimate free speech. PEN calls on the Ugandan authorities to immediately and unconditionally release him and provide assurances of his safety.

Kakwenza Rukirabashaija, author of the recently published novel *The Greedy Barbarians*, was arrested at his home in Iganga District, Kigulu County, on Monday 13th April 2020, by officers understood to be from the Chieftaincy of Military Intelligence (CMI). Seven days later Rukirabashaija was brought before Iganga Magistrates court and charged with ‘doing an act likely to spread the infection of disease [C19], Section 171 of the Penal Code Act, Cap 120.’ The Ugandan authorities claim that he ‘unlawfully/negligently posted messages on his Facebook account mobilising the public against complying with directives and public health guidelines issued to prevent the spread of COVID-19, and knowing or having reason to believe that such actions would lead to further spread of COVID-19, a disease dangerous to human life.’ He was remanded in custody to Busesa government prison, 17km from his home. *‘Ugandan PEN calls upon the Government of Uganda to drop all charges against Kakwenza Rukirabashaija, and unconditionally release him. We believe that his arrest and imprisonment are linked to the fact that he has published a novel entitled The Greedy Barbarians. In a democratic state that Uganda claims to be, where freedom of expression is enshrined and guaranteed by the Ugandan Constitution (1995), free speech must be protected at all costs. Writing a novel, however critical it may be perceived to be, by persons in authority, is never a reason for state harassment.’* Dr Danson Kahyana, President, PEN Uganda.

Held for 7 days, blindfolded in solitary confinement at Mbuya military barracks, Rukirabashaija told his lawyer that he had been subjected to torture, inhuman and degrading treatment throughout interrogations which centred on his novel and other writings.

Rukirabashaija is due to reappear at Iganga Magistrates court on Wednesday 6 May 2020 to face the charges, which he vehemently denies.

‘The outbreak of the COVID-19 pandemic has provided a ready-made excuse for law enforcement officials and governments in many parts of the world to settle scores by arresting, charging, harassing, and intimidating dissident journalists and writers. Kakwenza Rukirabashaija’s case is no exception. It is clear from

available reports that his arrest and torture have little to do with what he may have said on a social media post and more with his novel that the authorities have found frustrating because it criticises the powerful. All charges must be dropped and Rukirabashaija must be released immediately.’ Salil Tripathi, Chair, PEN’s Writers in Prison Committee.

PEN International is deeply concerned for the health and wellbeing of Kakwenza Rukirabashaija, and fear that his arrest may be related to opinions he has expressed in his writings, and therefore in violation of his right to freedom of expression and opinion as protected under Article 19 of the International Covenant on Civil and Political Rights (ICCPR), to which Uganda is a state party. Furthermore, Article 7 of the ICCPR, provides that no one shall be subjected to torture or to cruel, inhuman or degrading treatment or punishment. We call on the Ugandan authorities to immediately and unconditionally release Rukirabashaija, and drop all charges against him.

For further information, please contact:

Romana Cacchioli | Deputy Director | romana.cacchioli@pen-international.org

| Twitter: [@pen_int](https://twitter.com/pen_int) | Facebook: [international](https://www.facebook.com/international) | www.pen-international.org

<http://www.facebook.com/pen>

Les membres du PEN Français publient

Muriel AUGRY

- **Les lignes de l'attente**, calligraphies Abdallah Akar,, Montelimar, Editions Voix d'encre, 2020, 104 pages

Le titre du livre pose d'emblée les contours d'un espace pour ces poèmes de Muriel Augry rythmés par la tension et le désir. Même si les protagonistes ne sont jamais nommés, leurs silhouettes furtives sont omniprésentes, saisies dans un vertige sans cesse attisé par des fragments de mémoire et des sensations. Ces présences se déploient dans l'ombre d'un demi-silence, à l'intérieur d'un avant lieu d'où les mots évincés se déplacent naturellement vers le poème. Le souffle intense de la passion et des sens le traverse et l'irradie, là où il naît, aux lisières de la rencontre désirée, puis ardemment remémorée. Tout commence dans un bruissement que fredonnent puis entonnent les mots. Les silhouettes s'attirent l'une l'autre dans une danse des astres où se défait, puis se recompose le monde. Soif des sens et brûlure traversent de part en part la tarentelle fatale, qui prendra fin dans le paroxysme de la fusion. On a coutume de dire que le monde s'esquive pour ceux qui sont pris de passion. En son temps, le poète John Donne a joué de la figure du microcosme et peint un univers qui se contractait jusqu'à devenir celui de ses protagonistes, dans une pièce devenue leur unique horizon. Ici l'univers entier connaît une expansion qui emporte dans l'ampleur de son tourbillon reliefs, mers, ciels et forêts. Chacun d'eux se fait trait pour une calligraphie de l'intime inscrite au cœur de l'immensité. Les œuvres d'Abdallah Akar accompagnent superbement ce recueil dans un éclatement des formes jubilatoire. Il marie avec à-propos courbes, couleurs et graphie en résonance avec les poèmes.

Cécile Oumhani

Boško Tomašević

Les livres d'essai publiés en serbe :

- *Les marges de la théorie littéraire et la scène de l'écriture*, Belgrade, 2018, 360 pages
- *Opus totum. Mes œuvres et cathédrales. Le regard sur mon chemin jusqu'à présent*, Belgrade, 2019, 571 pages

Les livres de poésie en serbe :

- *Moi personne et Molloy*, Belgrade, 2018, 84 pages
- *Les poèmes choisis. Tome I à Tome IV*, Belgrade, 2013-2017, 1985 pages
- *L'oubli que l'on devient*, Belgrade, 2016, 144 pages

Le roman publié en allemand :

- *Personne, nulle-part*, Vienne, 2018, 342 pages



pen

CLUB FRANÇAIS

LE PEN CLUB FRANÇAIS A BESOIN DE VOUS !

Cher lecteur, Chère lectrice,

Le PEN Club français, association d'écrivains fondée en 1921, fait appel à votre solidarité dans la défense des valeurs de paix, de tolérance et de liberté sans lesquelles la création devient impossible.

Rassemblant des écrivains de tous pays, le PEN Club français vous invite à devenir membre actif en adhérant notre association.

Votre soutien permettra notamment de vous engager dans la défense de la liberté d'expression de plusieurs écrivains persécutés dans le monde. Ainsi, le PEN a récemment défendu les cas de : Zerha Dogan, artiste et journaliste d'origine kurde, condamnée à une peine d'emprisonnement pour propagande terroriste ; Ashraf Fayad, artiste et poète condamné en Arabie saoudite à 8 ans de prison et 800 coups de fouet pour apostasie ; et, Asli Erdogan, écrivaine et journaliste turque poursuivie des accusations d'atteinte à l'unité de l'État et de propagande et appartenance à une organisation terroriste.

Vous trouverez plus de détails sur les formalités d'adhésion à la dernière page de la présente Lettre d'Information. Pour toute demande d'information complémentaire veuillez nous contacter au courriel contact@penclub.fr.

